

Créteil : à Chenevier, la psychiatrie en souffrance

>[Île-de-France & Oise](#)>[Val-de-Marne](#)>[Créteil](#)|Agnès Vives @VivesAgnes|05 décembre 2017, 19h52|2



Créteil, ce mardi matin. Jean-François Mbaye, député LREM a été invité à venir visiter le service de psychiatrie à l'hôpital Chenevier à Créteil, au côté du Pr Marion Leboyer, chef de pôle, et son adjoint le Pr Pelissolo. LP/Agnès Vives

Le député (LREM) Jean-François Mbaye est venu visiter ce mardi matin le service de psychiatrie de l'hôpital Albert-Chenevier (AP-HP) à Créteil. Surpopulation, effectifs en berne, le site va mal.

Des cris s'élèvent au loin. Une infirmière se précipite. Pendant ce temps, sa collègue doit s'occuper des autres patients de l'unité.

Ce mardi matin, il n'y a pas d'aide-soignant. Un quotidien de plus en plus éprouvant pour le personnel du service de psychiatrie de l'hôpital Albert-Chenevier (AP-HP) à Créteil. A tel point que la chef de pôle, le Pr Marion Leboyer, et son adjoint, le Pr Antoine Pelissolo,

ont alerté le député (LREM) Jean-François Mbaye et lui ont ouvert les portes du bâtiment Bourguignon pendant plus d'une heure.

« La situation se dégrade de mois en mois pour faire face aux besoins, prévient le Pr Pelissolo. Officiellement, nous avons 100 places. Mais en permanence, nous tournons à 105-110 patients. Sans avoir le personnel (*NDLR : une soixantaine*). Ce problème de places en hospitalisation reflète les difficultés dans tout le parcours, de la prévention à la réinsertion. » Le service de Chenevier et les centres médico-psychologiques couvrent tout le territoire de Créteil, Maisons-Alfort, Boissy, le plateau Briard, 220 000 habitants. Sollicitée, l'AP-HP n'a pu donner suite.

Deux à trois patients par chambre

Aux Erables, une unité fermée, les soignants s'épanchent : « Des collègues vont très mal, confie cette infirmière. Ils ne peuvent pas faire leur travail comme ils veulent. Ça les met en danger eux, mais aussi les patients. Il y a urgence. » Faute de places, les patients se partagent à deux, voire à trois, une chambre de quelques mètres carrés. Sans table de chevet, sans armoire. « On n'a pas le choix », répète cette cadre, comme pour s'excuser d'une situation qu'elle sait anormale.

Et puis, il y a la vétusté des bâtiments, soumis « aux rats, aux moustiques, à la légionellose ». « Il y a des personnes qui habitent ici pendant des mois, qui peut l'accepter ? », interroge le Pr Pelissolo. « Depuis des années, il y a un projet de déménager à Mondor mais... », glisse le Pr Leboyer.

La porte se referme. A clé. « Pour éviter les fugues. » Dans d'autres hôpitaux, des services réussissent à garder leurs unités — même les plus compliquées — ouvertes, car le personnel est en nombre. Pas à Chenevier, confronté aux arrêts maladie, aux difficultés de recrutement...

Le personnel se démotive

Direction l'unité pour jeunes adultes. Dans un coin, une poignée de patients de 18 à 25 ans est en pleine séance de réveil musculaire. Ce secteur a ouvert fin 2012. De l'équipe initiale, n'ont résisté que deux infirmières.

« On était nombreux à être volontaires. Mais progressivement, il y a une démotivation. On ne peut pas mener le projet de A à Z avec les malades. » Dans ce contexte, comment faire face à la demande ? « Quand on fait ce métier, on sait ce vers quoi on s'engage, mais

on ne s'engage pas pour le manque de moyens », lâche Emmanuel Le Guen, le médecin responsable.

L'équipe a listé les priorités : « une unité de 10-12 lits supplémentaires », « un projet territorial de psychiatrie dans le 94 » qui intègre Chenevier, « revoir le mode de financement » mais aussi inventer de nouveaux dispositifs comme une équipe mobile... Car pour ces soignants, c'est tout le système qui est à revoir : « Un week-end, on a passé 52 coups de fil pour pouvoir placer un patient ».

« J'invite tous les parlementaires à venir se rendre compte »

Sollicité la veille à sa permanence, Jean-François Mbaye, député (LREM) de la 2^e circonscription a souhaité se rendre compte de la souffrance du service de psychiatrie à l'hôpital Chenevier à Créteil.

« Pour faire remonter des situations, c'est important de s'imprégner de la réalité, juge-t-il. J'invite tous les parlementaires du Val-de-Marne à venir se rendre compte de la situation. Comme on peut le faire pour les prisons. » A l'issue de sa visite, le parlementaire conclut : « C'est alarmant. Il faut ouvrir les yeux sur la psychiatrie, les incohérences du système. Tout le monde sait qu'il y a des difficultés. Des rapports existent. Mais il faut les appliquer. C'est un combat à mener. Je vais interpeller la ministre de la Santé sur le sujet mais aussi les tutelles. On a fait campagne sur la politique de santé pour le quinquennat du président. La France a un énorme retard. »